

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **OCEALIA**

51 rue Pierre Loti  
16100 Cognac

Références : 2026 313 UbD 16-86 Env

Code AIOT : 0007201765

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement OCEALIA implanté Grande Pièce 16320 Boisé-la Tude. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été réalisée dans le cadre du PPC et en vue de procéder au récolement de la mise en demeure prise en novembre 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- OCEALIA
- Grande Pièce 16320 Boisé-la Tude
- Code AIOT : 0007201765
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société coopérative agricole OCEALIA exploite à Boisé la Tude des installations de stockage de céréales, des stockages d'engrais et un séchoir agricole. Elle dispose d'un arrêté d'autorisation du 13 janvier 2009. Le silo vertical béton 1 comprend 16 cellules. Les volumes de stockage sont éventés en partie supérieure à l'aide de tôles nervurées sur une partie de leur surface. Une tour de manutention complète ce silo béton entre les cellules C1/C2.

Le silo comble vertical béton 2 (silo ONIC) comprend 4 cellules béton ouvertes.

Un transporteur capoté (redler) permet le passage supérieur du grain entre le silo 1 et le silo 2. Diverses installations complètent ces installations (séchoirs, cuve de gaz, boisseaux pour

chargement trains, le site étant embranché, stockage d'engrais). Enfin une station d'enrobage des semences est présente également sur le site.

L'exploitant projette la construction d'une tente de stockage temporaire des produits finis de semences (sacs et big-bags). Ce projet initialement annoncé en 2016 (pour 600 m<sup>2</sup>) a été reporté. Un porter à connaissance devra être transmis avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires.

### Thèmes de l'inspection :

- ATEX
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 7.7.3	Demande d'action corrective	1 mois
2	Prévention des pollutions accidentelles	AP de Mise en Demeure du 12/11/2025, article 1	Demande d'action corrective	6 mois
4	Moyens de lutte incendie GPL	AP de Mise en Demeure du 12/11/2025, article 1	Demande d'action corrective, Astreinte	6 mois
8	Empoussièrem ent	Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 7.4.5.2	Demande d'action corrective	1 mois
9	Désenfumage bâtiments ammonitrates (4702 II et III)	AP de Mise en Demeure du 12/11/2025, article 1	Demande d'action corrective	6 mois
10	Accès à l'établissement	Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 7.3.1	Demande d'action corrective	3 mois
11	Adéquation matériels et zonage ATEX	Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 7.3.4	Demande d'action corrective	3 mois
12	Moyens incendie – séchoir	Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 8.1.7.1	Demande d'action corrective	6 mois
13	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 7.3.4	Demande d'action corrective	3 mois
14	Foudre	Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 7.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mise à la terre de la cuve GPL	Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 8.2.6	Sans objet
5	Clôture stockage GPL	Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 8.2.10.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Dispositif de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 8.2.11.3	Sans objet
7	Maîtrise du risque incendie – silo R2	Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 7.3.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la présente inspection, il a été constaté que la mise en demeure prise en novembre 2025 n'était pas respectée.

Toutefois compte tenu de la réduction des stockages d'engrais sur site, le risque est limité. Ainsi les points en lien avec le confinement des eaux d'extinction et de désenfumage pour le bâtiment de stockage, ne font pas l'objet de suites administratives à ce stade. En revanche, il est demandé à l'exploitant de se mettre en conformité avant la prochaine campagne (6 mois).

**Concernant l'aspersion de la cuve GPL, l'exploitant a justifié de son bon dimensionnement mais en revanche, aucune action n'a été mise en œuvre pour remédier au statut "HS" de ce dispositif automatique. Au vu des enjeux de sécurité liés à cette installation et du fait que la mise en demeure n'est pas respectée sur ce point dans le délai imparti, un arrêté d'astreinte administrative est proposé avec un sursis à exécution de 6 mois, par application du II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.**

Enfin, plusieurs demandes d'actions correctives sont formulées dans le présent rapport portant sur d'autres points réglementaires. Une nouvelle inspection du site aura lieu d'ici la fin de l'année 2026 pour s'assurer que l'ensemble des mesures nécessaires ont bien été prises et, à défaut, de nouvelles suites administratives pourront être proposées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Ressources en eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 7.7.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constat lors de la VI de 2025 :</p> <p>Lors de la visite des installations, il a été constaté la présence de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- plusieurs poteaux incendie sur site dont l'exploitant a indiqué que des mesures de débit sont réalisées annuellement sans toutefois en avoir fourni la justification ;</li> <li>- d'une réserve souple de 120 m<sup>3</sup> associée à une prise pompier ;</li> <li>- d'une autre réserve située dans une fosse maçonnée dont le volume serait de 300 m<sup>3</sup> aux dires de l'exploitant et associée à une prise pompier.</li> </ul> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- transmettre les relevés de mesures des débits des poteaux incendie du site et d'en justifier la conformité (débit &gt; 60 m<sup>3</sup>/h sous 1 bar) ;</li> <li>- justifier que la capacité disponible en eau des deux réserves du site est bien d'au moins 200 m<sup>3</sup> au total ;</li> </ul>

<p>- mettre en place un affichage de la capacité de la réserve incendie maçonnée.</p> <p>L'exploitant profitera de sa réponse pour justifier que la réserve maçonnée est bien considérée comme un point d'eau incendie (PEI) répertorié par le SDIS.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En réponse aux constats, l'exploitant avait alors précisé que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la capacité des 4 poteaux incendie du site étant insuffisante, il avait été décidé de procéder à l'installation de la réserve souple de 120 m<sup>3</sup> ;</li> <li>- la réserve maçonnée présente sur site a une capacité de 200 m<sup>3</sup>. Cette réserve est connue comme point d'eau de la part du SDIS. Enfin, l'exploitant avait indiqué que « la capacité de la réserve incendie sera peinte sur la surface ».</li> </ul> <p>A noter que les poteaux incendie du site sont dédiés selon l'exploitant seulement aux appoints des deux réserves incendie. Ces derniers ne sont par conséquent pas valorisés au titre des moyens retenus pour la défense incendie du site.</p> <p>Pour les autres éléments demandés lors de la précédente inspection (identification du point d'eau...), les réponses apportées sont considérées satisfaisantes.</p> <p>En revanche lors de la présente inspection, l'affichage précisant la capacité de la réserve incendie n'avait été mis en place. Il convient d'y remédier.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est de nouveau demandé à l'exploitant, et ce sous un mois, de mettre en place un affichage de la capacité de la réserve incendie maçonnée qui a une capacité de 200 m<sup>3</sup>.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Prévention des pollutions accidentelles

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/11/2025, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>APMD : en installant un dispositif opérationnel et conforme au besoin (D9A) de confinement des eaux d'extinction pour la zone de stockage d'engrais contenant des ammonitrates.</p> <p>Échéance : 12 février 2026</p> <p>Constat lors de la VI de 2025 :</p> <p>Lors de la visite des installations, l'exploitant a indiqué qu'aucun dispositif de confinement des eaux d'extinction d'incendie n'était présent sur site.</p>

<p>Ceci constitue un écart majeur.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de mettre en place un dispositif permettant le confinement des eaux d'extinction d'un incendie survenant sur site. Ce dispositif devra être conforme et dimensionné correctement pour répondre aux exigences de la règle D9A dans sa version de juin 2020.</p> <p>À cet effet, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé. Un délai de 15 jours est laissé à l'exploitant pour formuler ses éventuelles remarques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un devis daté du 07/01/2026 a été présenté à l'inspection pour la réalisation d'un réseau et d'un bassin pour permettre le confinement des eaux d'extinction sur le site de Charmant. Le devis précise que le bassin aura une capacité de 200 m<sup>3</sup> et sera étanché d'une géomembrane. Le montant associé à cette mise aux normes est de 33 k€.</p> <p>L'exploitant explique par ailleurs souhaiter potentiellement déclasser le stockage d'engrais au regard des quantités réellement stockées. L'exploitant précise être en réflexion sur le sujet et des éléments seront transmis au plus tard au courant de l'année 2026. L'exploitant rappelle que depuis plus de trois années, les quantités d'engrais stockées sont toujours respectées en deçà du seuil de déclaration pour la rubrique 4702.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant précise que les engrais sont évacués au fil de l'eau du site. A ce jour, le risque associé aux stockages d'engrais est réduit.</p> <p>En l'absence d'enjeux spécifiques en matière de risque en ce moment pour le stockage d'engrais et malgré le non-respect de la mise en demeure sur ce point, l'inspection ne propose pas de suites administratives à ce stade, à Monsieur le préfet.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est toutefois demandé à l'exploitant, sous six mois au plus tard, d'avancer sur le sujet et de justifier de la réalisation des travaux nécessaires pour le confinement des eaux d'extinction.</b></p> <p><b>Dans le cas où les actions correctives ne seraient pas mises en œuvre dans le délai imparti, des suites administratives seront proposées à M. le préfet.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**N° 3 : Mise à la terre de la cuve GPL**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 8.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>Constat lors de la VI de 2025 :</p> <p>Lors de la visite des installations, la mise à la terre de la cuve GPL a bien été relevée.</p> <p>Toutefois, la mise à la terre des tuyauteries de gaz alimentant le séchoir n'a pas été constatée.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justifier que la résistance de la prise de terre de la cuve de GPL est inférieure à 100 ohms ;</li> <li>- justifier que les tuyauteries de gaz alimentant le séchoir sont bien mises à la terre dans les règles de l'art.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans sa réponse, l'exploitant a précisé que la vérification réalisée par Antargaz en 2024 a permis de démontrer que la valeur de la prise de terre de la cuve de GPL était de 0,8 <math>\Omega</math>, bien inférieure aux 100 <math>\Omega</math> prescrits.</p> <p>Enfin dans sa réponse, l'exploitant a transmis une photographie de la mise à la terre des tuyauteries de gaz desservant le séchoir. Pour justifier de la suffisance du dispositif, l'exploitant a déclaré que « le tuyau de gaz entre le réservoir GPL et le séchoir est souterrain sur une partie et les mises à terre au niveau de la citerne et dans le séchoir nous semble suffisantes ».</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Moyens de lutte incendie GPL

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/11/2025, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>APMD :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- en rendant fonctionnel le système fixe d'arrosage du réservoir de GPL avec un débit minimum de 6 l/m<sup>2</sup>/min en répondant aux exigences suivantes : « un film d'eau homogène sur l'intégralité de la surface du réservoir est obtenu. Ce système fixe d'arrosage est asservi à une détection gaz judicieusement implantée à proximité du réservoir. Ce système peut aussi être mis en route de manière manuelle à distance du réservoir » ;</li> <li>- en justifiant qu'aucune buse d'aspersion du système fixe d'arrosage du réservoir de GPL n'est bouchée ;</li> <li>- en justifiant que le dispositif d'aspersion fixe présent est correctement dimensionné et permet de délivrer un film d'eau homogène sur toute la surface du réservoir à hauteur d'un taux d'application minimal de 6 l/m<sup>2</sup>/min.</li> </ul> <p>Échéance : 12/02/2026</p> <p>Constat lors de la VI de 20205 :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- rajouter un extincteur mobile sur roue de 50 kg au niveau de la zone cuve ;</li> <li>- mettre en place les actions correctives pour rendre fonctionnel le système d'aspersion de la cuve GPL tant en fonctionnement automatique que manuel.</li> </ul>

Enfin, il est demandé à l'exploitant, suivant ce même délai, de démontrer que le dispositif d'aspersion fixe présent est correctement dimensionné et permet de délivrer un film d'eau homogène sur toute la surface du réservoir à hauteur d'un taux d'application minimal de 6 l/m<sup>2</sup>/min.

À cet effet, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé. Un délai de 15 jours est laissé à l'exploitant pour formuler ses éventuelles remarques.

#### **Constats :**

Lors de la visite des installations, il a bien été constaté la présence d'un extincteur sur roue d'une capacité de 50 kg qui a été remis dans l'enclos du réservoir de GPL.

Concernant le bon fonctionnement de la rampe d'aspersion, l'exploitant a précisé dans sa correspondance de février 2026 que : « la rampe d'arrosage existante est fonctionnelle manuellement : ouverture de la vanne d'alimentation en eau connectée à la bouche incendie à l'entrée de l'enclos GPL. Le débit du PI montre une valeur d'aspersion > 6 l/m<sup>2</sup>/min ».

En considérant les données géométriques de la cuve de GPL et du débit du poteau incendie alimentant la rampe d'aspersion, le débit d'aspersion surfacique a été évalué entre 6,29 et 7,08 l/min/m<sup>2</sup>. Cette évaluation permet de lever une partie de la mise en demeure.

Lors de la visite des installations, un essai de bon de fonctionnement de l'arrosage de la cuve GPL a été demandé par l'inspection en procédant à une mise en eau de façon manuelle.

L'essai s'est avéré concluant : aucune buse n'ayant été vues obstruées et l'aspersion ayant été homogène.

Toutefois, la mise en route automatique, sur détection gaz, de l'aspersion GPL n'est toujours pas fonctionnelle. En effet, le dispositif est toujours hors service et son état fonctionnel n'a pas évolué depuis octobre 2025. L'exploitant a indiqué qu'aucune disposition n'avait été prise sur ce sujet.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Au regard des enjeux sécuritaires liés à l'impossibilité de mise en route automatique de l'aspersion et compte tenu du non-respect de la mise en demeure sur ce point, l'inspection propose de prendre un arrêté préfectoral portant astreinte administrative pour un montant de 150 euros/jour). Ce projet d'arrêté est toutefois assorti d'un sursis à exécution de 6 mois.**

**Il est donc demandé à l'exploitant, au plus tard sous 6 mois, de remettre en service le déclenchement automatique (sur détection gaz) de l'aspersion de la cuve GPL.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective, Astreinte

**Proposition de délais :** 6 mois

#### **N° 5 : Clôture stockage GPL**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 8.2.10.2



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Constat lors de la VI de 2025 :  La zone de la cuve GPL est bien clôturée et pour y accéder, il existe deux portails dont un seul est verrouillé en permanence.  Il est demandé à l'exploitant, sous 15 jours, de s'assurer que le second portail d'accès à la cuve de GPL est maintenu fermé à clef en toutes circonstances.
<b>Constats :</b>  Réponse exploitant datant de novembre 2025 : » En dehors des passages pour services et/ou des visites du SDIS, nos consignes prévoient que les deux portails de l'enclos de GPL restent fermés à clé ou par une chaîne munie de cadenas. Un échange a eu lieu avec le Responsable du site afin de respecter cette consigne d'exploitation et de remettre la chaîne de fermeture ».  Lors de la présente inspection, il a bien été constaté que l'accès à la cuve GPL n'est pas facilement possible du fait désormais du maintien fermé des portails d'accès à celle-ci.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Dispositif de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 8.2.11.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Constat lors de la VI de 2025 :  L'exploitant a indiqué qu'aucun dispositif d'arrêt d'urgence n'était présent mais que l'arrêt d'alimentation en combustible (vers le séchoir) pouvait se faire en manœuvrant les vannes manuelles.  L'inspection note que l'absence d'arrêt d'urgence (AU) en tant que tel n'est pas opérationnelle dans la mesure où la manœuvre des vannes supra ne va pas garantir une cinétique de mise en sécurité des installations aussi rapide que par la percussion d'un AU.  Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de justifier qu'une telle pratique (recours à des vannes en lieu et place à un arrêt d'urgence spécifique) est recevable à défaut d'un arrêt d'urgence (AU) en bonne et due forme comme requis par la réglementation. Un positionnement du gazier, propriétaire de la cuve, devra être transmis et il conviendra de justifier que la cinétique de manœuvre des vannes permet la coupure de l'alimentation en gaz aussi rapide que la seule percussion d'un AU.
<b>Constats :</b>

<p>Suite au retour de Antargaz, l'exploitant a précisé, dans son courrier de février 2026, que l'installation d'arrêt d'urgence est conforme ; Antargaz ayant précisé qu'« il est impératif d'avoir un bouton d'AU pour alimenter votre process en phase liquide. Sur le site, vous utilisez du propane en phase gazeuse. Il n'est donc pas obligatoire d'installer un dispositif de bouton d'AU sur la tuyauterie gaz ».</p> <p>Au regard de ce retour et de la confirmation de l'utilisation du GPL uniquement à l'état liquéfié au sein de l'établissement, l'inspection acte de la non nécessité d'un bouton d'AU au niveau de l'alimentation en GPL. Les dispositions de l'article 8.2.11.3 de l'AP de 2009 sont bien respectées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Maîtrise du risque incendie – silo R2**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 7.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Constat lors de la VI de 2025 :</p> <p>L'exploitant a précisé que le système de dépoussiérage, situé anciennement en intérieur des installations, avait été remplacé en 2021. Le nouveau dispositif est situé en extérieur. Interrogé par l'inspection, l'exploitant a indiqué que les dispositifs suivants n'étaient pas présents sur la nouvelle installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un système permettant l'arrosage interne du filtre à manches,</li> <li>- un système de contrôle de la température de l'intérieur de ce filtre.</li> </ul> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de justifier pourquoi les dispositifs sus-cités ne sont pas présents dans la nouvelle installation de dépoussiérage et proposer un calendrier de mise en conformité ou justifier les dispositions alternatives qu'il compte mettre en place.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans sa réponse, l'exploitant indique que les recommandations R2 (Études de dangers et Tierce expertise de 2005 à 2007) concernaient le filtre installé dans la tour de manutention et non le nouveau filtre. Il a été retenu de protéger l'ancien filtre, alors installé dans la tour de manutention, afin qu'une défaillance de ce filtre ne se propage pas dans la tour et dans le silo béton (risque d'explosion secondaire).</p> <p>Comme vous l'avez constaté, à la faveur des améliorations réalisées dans le silo (~680 k€ - Courrier de décembre 2020 à la DREAL), le nouveau filtre d'aspiration centralisée a été installé à l'extérieur. Le risque de propagation d'un accident sur le filtre au reste du silo est par conséquent caduc. En outre, bien que situé à l'extérieur, la présence de l'évent d'explosion sur le filtre réduit encore les conséquences d'une éventuelle explosion dans le filtre. L'installation est en conformité."</p> <p>L'inspection prend note du retour de l'exploitant dont l'argumentaire est acceptable.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'évent d'explosion sur le filtre de dépoussiérage, constitué de 4 plaques métalliques, a bien été constaté visuellement (en revanche, son bon dimensionnement n'a</p>

pas été analysé par l'inspection).

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Empoussièrement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 7.4.5.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, conformité

**Prescription contrôlée :**

Constat lors de la VI de 2025 :

L'exploitant a indiqué procéder à des nettoyages pour limiter l'accumulation de poussières. Lors de la visite des installations au niveau du RdC de la zone de manutention et dans les galeries de certaines cellules, le niveau d'empoussièrement semblait acceptable.

Lors de la visite, il a été constaté que l'aspirateur utilisé dans les zones ATEX pour récupérer les poussières ne semblait pas qualifié ATEX ou d'un indice de protection d'au moins IP 5X.

Enfin, l'exploitant a indiqué qu'aucun suivi du taux de colmatage n'était réalisé périodiquement au niveau du système de dépoussiérage. Au niveau de l'exploitation, aucune valeur de consigne n'existe pour le suivi du colmatage des manches du dépoussiéreur. L'exploitant a indiqué que le colmatage était regardé à l'occasion des maintenances qui ont lieu tous les deux ans.

Il est demandé à l'exploitant, sous un mois, de :

- justifier que l'aspirateur utilisé pour le retrait des poussières dans les zones sensibles est bien qualifié ATEX ou a minima IP 5X ;
- proposer un calendrier raisonnable pour mettre en place un suivi en direct du taux de colmatage des manches du dépoussiéreur avec un enregistrement des valeurs à fréquence mensuelle.

**Constats :**

Dans son courrier de février 2026, l'exploitant précise que l'aspirateur est uniquement utilisé dans les zones non classées ATEX (tours de manutention, sols, dessous cellules, ...). Il n'est pas utilisé dans les boisseaux qui sont classables en ATEX.

Dans cette même réponse, il est indiqué que le filtre d'aspiration centralisée dispose d'un décolmatage automatique. Ce filtre fait l'objet d'un suivi régulier en application de la notice caractéristique. Celle-ci datant de 2015 précise bien que l'équipement de dépoussiérage est associé à « un décolmatage assuré par injection d'air comprimé ».

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter la maintenance qu'il réalisait sur cet équipement. Le rapport devra être transmis à l'inspection.

Aussi, la note technique du dépoussiéreur précise que « le contrôle permanent de la pression différentielle assure un rendement optimal en fonction de l'ensemble des paramètres propres à chaque type d'exploitation et de produit ». Par rapport à la dernière inspection d'octobre 2025, l'exploitant a observé un dysfonctionnement récent sur le dépoussiéreur qui a conduit au remplacement de près de 180 manches (début février 2026). En effet, le système de filtration était

<p>totallement colmaté et l'exploitant a découvert la présence d'un séquenceur indiquant la mesure de dépression de l'outil ; celui-ci n'était pas connu de l'exploitant jusqu'au dysfonctionnement sus-cité.</p> <p>Lors de l'inspection, l'inspecteur s'est rendue sur place et le séquenceur indiquait une dépression de l'ordre de 50 daPa (soit 50 mbar) ; ce qui semble être la valeur à prendre en compte justifiant d'un bon fonctionnement du système de dépoussiérage (compte tenu du remplacement récent des manches). Il semble nécessaire que l'exploitant fixe un critère de dépression à considérer comme critique (il a évoqué un seuil de l'ordre de 100 daPa) pour anticiper le remplacement des manches de façon préventive et non curative une fois l'équipement totallement colmaté.</p> <p>Il apparaît donc nécessaire de procéder à des relevés périodiques de la dépression du système de dépoussiérage qui fonctionne en continu et réaliser des relevés conformément à l'AP requérant que les items suivants :</p> <p>...</p> <p>Des valeurs de consigne sont déterminées par l'exploitant pour s'assurer régulièrement de l'absence de colmatage des manches du dépoussiéreur (enregistrement a minima mensuel du taux de colmatage ou archivage informatique des valeurs)</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est de nouveau demandé à l'exploitant de mettre en œuvre, sous un mois à et selon une fréquence mensuelle, un suivi du taux de colmatage des manches du dépoussiéreur avec un enregistrement associé.</b></p> <p><b>L'exploitant doit fixer un seuil au-delà duquel, le colmatage est considéré comme avéré et qu'il est nécessaire de remplacer les manches concernées. L'exploitant se dote sur site d'un stock de manches à disposition pour procéder réactivement aux manches défaillances pour limiter l'impact environnemental en matière d'émissions de poussières.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 9 : Désenfumage bâtiments ammonitrates (4702 II et III)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 12/11/2025, article 1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>APMD : en installant, au niveau du hangar de stockage d'engrais contenant des ammonitrates, en partie haute (tiers supérieur et au-dessus des tas) de dispositifs d'évacuation de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Un dispositif équivalent peut être mis en place dès lors que celui-ci fait l'objet d'une validation par le SDIS ;</p> <p>Échéance : 12/02/2026</p> <p>Constat lors de la VI de 2025 :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de mettre en place un système de désenfumage en</p>

<p>partie supérieure du hangar de stockage des ammonitrates.</p> <p>À cet effet, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est proposé. Un délai de 15 jours est laissé à l'exploitant pour formuler ses éventuelles remarques.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En novembre 2025, l'inspection avait indiqué à l'exploitant qu'il lui appartient de « solliciter le SDIS pour valider le fait que les translucides en toiture peuvent être valorisés comme désenfumage compte tenu de leur caractère fusible car cette configuration ne respecte toutefois pas votre AP ».</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant indique que le SDIS a été consulté sur le sujet sans retour à ce jour. L'exploitant précise également « que dans l'éventualité du déclassement de l'activité engrais, l'obligation de désenfumage deviendrait caduque ». Cette stratégie n'est pas encore arrêtée au sein du groupe OCEALIA ; l'exploitant a précisé lors de l'inspection, que le SDIS doit venir sur site très prochainement.</p> <p>Au jour de l'inspection, l'exploitant précise que les engrais sont évacués au fil de l'eau du site. A ce jour, le risque associé aux stockages d'engrais est réduit.</p> <p>En l'absence d'enjeux spécifiques en matière de risque en ce moment pour le stockage d'engrais et malgré le non-respect de la mise en demeure sur ce point, l'inspection ne propose pas de suites administratives à Monsieur le préfet, à ce stade.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est toutefois demandé à l'exploitant, sous six mois au plus tard, d'avancer sur le sujet et de justifier de la réalisation des travaux nécessaires pour répondre aux exigences attendues en matière de désenfumage. Dans le cas où les recommandations du SDIS conduisent à identifier l'acceptabilité de la situation en l'état et la nécessité de procéder à des travaux, l'exploitant en fait part à l'inspection au travers d'un porter à connaissance. Les travaux requis sont réalisés sous 6 mois au plus tard.</p> <p>Dans le cas où les actions correctives ne seraient pas mises en œuvre dans le délai imparti, des suites administratives seront proposées à M. le préfet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

#### N° 10 : Accès à l'établissement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 7.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Prescription contrôlée : L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.</p>

Constat lors de la VI de 2025 : Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de clôture périmétrique ceinturant les installations.

Il est demandé à l'exploitant de mettre en place, sous trois mois, une clôture ceinturant son établissement. Cette situation n'est pas acceptable dans la mesure où le site est accessible par les tiers et ne permet pas de limiter tout acte de malveillance potentiel (de l'engrais contenant des ammonitrates sont notamment présents).

#### **Constats :**

Réponse exploitant de novembre 2025 : Par courrier du 06/10/2016, l'exploitant avait écrit à la DREAL : « compte tenu du périmètre très étendu de notre site de charmant, une clôture ne nous semble pas être un moyen efficace de contrôle d'accès, notamment la surveillance des accès au magasin de stockage d'engrais vrac. La solution analysée est d'équiper, avec des caméras de surveillance, les zones du site échappant à la surveillance directe du personnel. À ce jour, le risque d'intrusion et/ou de vandalisme (sûreté) est maîtrisé :

- Le site est sous vidéo-surveillance et sous télésurveillance.
- Les installations sont fermées hors passage des exploitants et des camions.
- Les deux voies d'accès sont protégées par des barrières.
- Enfin, une clôture n'empêche pas le passage d'un piéton ».

L'inspection prend note de ces éléments qui ont été abordés lors de la présente inspection.

Concernant la vidéo-surveillance, un contrat est passé avec la société Tandem. La vidéo-surveillance n'est pas associée à des reports sur un écran in situ ou bien directement sur un téléphone d'un responsable. Les images de vidéo-surveillance ne sont exploitables que sur les enregistrements a posteriori. Cette pratique ne permet pas d'identifier tout acte de malveillance directement.

Aussi, l'exploitant précise que l'établissement a un contrat avec une société de télésurveillance (société Nexsecur) seulement pour les remontées d'alarmes anti-intrusion au niveau des accès du bungalow où se trouvent les bureaux administratifs. Aucune disposition anti-intrusion n'est présente au niveau des installations à risque ainsi qu'au niveau des accès du site (portails...).

De ces constats, l'inspection considère que les accès à l'établissement ne sont pas sécurisés, d'autant plus que le site ne dispose d'aucune clôture périmétrique, et doivent être complétés, renforcés et le cas échéant, une clôture périmétrique devra être mise en place. Les dispositions en place ne sont pas efficaces.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de renforcer les dispositions en lien avec la vidéo-surveillance du site et les dispositifs anti-intrusion pour prévenir le plus réactivement possible tout accès non désirable sur site. À défaut, l'exploitant devra compléter les dispositifs limitant l'accès au site et le cas échéant, mettre en œuvre une clôture périmétrique comme demandé dans l'AP de 2009.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois
<b>N° 11 :</b> Adéquation matériels et zonage ATEX
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;</li> <li>- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un audit d'adéquation des matériels électriques en zone ATEX a été réalisé par la société DEKRA début 2026. Or, il convient de souligner que seules les installations électriques des cellules de stockage ont été prises en compte. Seules deux typologies de matériels électriques (sondes de température et poires de niveau) ont été étudiées dans le cadre de cet audit d'adéquation. Le matériel est considéré conforme aux normes ATEX. DEKRA conclut « conforme » au bilan de l'adéquation.</p> <p>Or, cet audit est notoirement incomplet car il ne prend pas en compte tout le périmètre des installations et tous les matériels concernés par la thématique ATEX dont les matériels non électriques (pneumatiques, mécaniques, hydrauliques...). À défaut de conformité ATEX, les installations doivent disposer d'un indice de protection IP 5X et ce point n'est pas évoqué dans le rapport pour attester de la conformité matérielle.</p> <p>Aussi, la vérification de l'adéquation n'a pas intégré plusieurs points (mises à la terre...) / zones (la liste ci-dessous n'est pas à considérer comme exhaustive) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- local de stockage de produits phytosanitaires dont certains sont inflammables ;</li> <li>- zone dépoussiérage et filtration associée ;</li> <li>- zone gaz (stockage, tuyauteries) et séchoir.</li> </ul> <p>Enfin dans l'audit d'adéquation, rien n'est mentionné quant à la gestion de l'empoussièrement dans les zones ATEX du site. Aucune disposition n'est précisée à ce sujet y compris l'organisation actuelle de l'exploitant pour limiter l'accumulation de poussières dans les zones à risques.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de réaliser un audit d'adéquation matériels (électriques et non électriques) / zonage ATEX couvrant l'ensemble des installations concernées.</b></p>

<b>Au préalable, il est nécessaire de procéder au recensement de toutes les zones ATEX du site. Les actions correctives à mettre en œuvre découlant de cet audit devront faire l'objet d'un plan d'actions assorti d'échéances raisonnables.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 12 : Moyens incendie – séchoir**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 8.1.7.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation de séchage doit être dotée des moyens de secours .... au minimum constitués :</p> <p>...</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des matériels spécifiques : extincteurs automatiques dont le déclenchement doit interrompre automatiquement l'alimentation en combustible.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le séchoir est doté d'une aspersion dans le séchoir mais dont le fonctionnement n'est pas automatique. L'exploitant déclare ne jamais l'avoir testé. Des contrôles annuels vont être mis en place au niveau groupe dès 2026.</p> <p>L'exploitant précise que des sondes de température sont présentes dans le séchoir et arrête automatiquement les brûleurs alimentés en gaz en cas de détection d'une température importante (le seuil de température est dépendant de la typologie de céréales séchés). La société ARCM a réalisé un contrôle en mai 2025 et celui-ci consigne « arrêt brûleur » suite à la détection d'une sur-élévation de température via les sondes présentes dans le séchoir.</p> <p>Enfin lors de l'inspection, il a bien été constaté la présence d'un surpresseur permettant d'alimenter en eau, l'aspersion du séchoir. Ce système est connecté à l'eau de ville et doté d'une cuve tampon en eau de 600 litres.</p> <p>Au jour de l'inspection, aucun risque lié à l'installation de séchage n'est possible dans la mesure où le séchage des céréales (maïs, tournesols...) est réalisé entre octobre et décembre de chaque année.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant, avant la prochaine campagne de séchage, de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- justifier du bon fonctionnement du système d'aspersion du séchoir en réalisant un essai fonctionnel (absence de buses bouchées, aspersion correcte (ie. débit suffisant) y compris au point le plus haut du séchoir (environ 20 mètres) ;</li> <li>- mettre en place les actions ad hoc pour garantir que l'aspersion se mette en route automatiquement en cas de détection d'une température anormale dans le séchoir.</li> </ul>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 13 : Installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 7.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables. Tous les appareils de manutention doivent être en particulier mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielle.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>... Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent. Un contrôle par thermographie est effectué a minima tous 3 ans au niveau des armoires électriques de l'installation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite des installations, l'exploitant a présenté :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le dernier rapport de vérification des installations électrique réalisée par DEKRA entre janvier et février 2026 pour les installations « deux silos + gare d'arrivée et séchoir, dépôt » : aucune observation n'a été formulée. Toutefois, le rapport précise que les protections haute tension du site n'ont pas été vérifiées. L'exploitant précise être en cours d'échange avec plusieurs prestataires pour procéder à ce type de contrôle en routine sur l'ensemble des dépôts OCEALIA ;</li> <li>- le dernier rapport de contrôle de la thermographie IR des installations réalisé par DEKRA le 24/10/2025 : le rapport conclut que « les installations sont en bon état général. Néanmoins, il convient de réaliser un dépoussiérage régulier au niveau du poste haute-tension ».</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>Il est demandé à l'exploitant, sous trois mois, de procéder aux contrôles complémentaires requis sur les installations haute tension du site et de procéder à un dépoussiérage du poste haute tension.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 14 : Foudre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/01/2009, article 7.3.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, conformité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à l'environnement et notamment celles situées en zones à risques, sont protégées contre la foudre.
<b>Constats :</b>  La vérification foudre a été réalisée le 20/10/2025. Il s'agit d'une vérification visuelle opérée par la société PM EXPERTISES. La conformité des installations est attestée.  Enfin, l'exploitant a indiqué avoir subi un impact foudre sur un des deux paratonnerres le 13/02/2026. Une visite complète foudre doit être réalisée d'ici la mi-mars 2026.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant, sous deux mois, de transmettre le rapport de la vérification foudre post impact du 13/02/2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois